ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1517 - 1er août 1997 - prix : 9 F

Soleil radieux à la Bourse alors que pleuvent les licenciements

IL EST TEMPS QUE LES TRAVAILLEURS FASSENT PAYER LE PATRONAT !

M 6189 - 1517 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Pour les capitalistes, Jospin c'est bien

5 – Chômage : l'inertie du gouvernement
– Le patronat et l'emploi : rien de nouveau

8 – Longwy : les patrons empochent et licencient
– Boeing-Mc Donnell Douglas : les travailleurs de l'aéronautique ne doivent pas faire les frais de ces manœuvres

Tribune

4 – Tenir la chandelle ou activer les braises?

Dans le monde

6 – Pérou : la main mise croissante de l'armée
– Soros : plus puissant que les États

7 – États-Unis : quand la police enquête sur ses crimes

12 – Afrique : moins de soldats français, mais pas plus de liberté pour les peuples
– Les chiens de guerre du capital

Dans les entreprises

9 – Renault Flins
– Philips
– Ile-de-la-Réunion

Lire

11 – *Thomas Münzer ou la Guerre des paysans*

INCENDIES DANS LA BANLIEUE DE MARSEILLE : MISTRAL OU PROFITS?

Le violent incendie qui a ravagé 3 500 hectares de garrigue et de pinèdes, au nord et à l'est de Marseille, n'a été maîtrisé par les sauveteurs qu'au bout de 58 heures de lutte. C'est le plus important sinistre dans la région depuis de nombreuses années.

Cependant, malgré le relief accidenté, le mistral soufflant à plus de 100 km/h, malgré aussi le départ de plusieurs autres incendies aux portes de Marseille, les moyens mis en œuvre, en personnel et en matériel, ont heureusement permis de limiter les dégâts. On ne déplore ni mort, ni blessé grave, et peu de bâtiments ont été endommagés.

La presse, après avoir consacré le gros de ses colonnes à faire l'éloge des sauveteurs et à exprimer le soulagement des habitants menacés par le feu, fait maintenant état des polémiques qui opposent les diverses autorités, en particulier le maire de Marseille et ceux des communes avoisinantes, sur les causes et les responsables de cette catastrophe.

Une enquête a été ouverte, mais tout semble indiquer que le feu n'avait rien de naturel. Il serait parti d'une décharge privée, installée sur la commune de Septème-les-Vallons et gérée par la société Onyx Méditerranée, une filiale de la Générale des Eaux. Certains témoins affirment qu'il a suivi le déchargement de déchets industriels chauds, déversés par les Houillères de Provence. Cela ne serait pas surprenant car cette décharge, la plus grande de la région, a déjà accepté des déchets dangereux et non autorisés. Elle est d'ailleurs mise en cause dans une affaire de déchets hospitaliers remontant à 1993.

En tout cas, qu'un patron peu scrupuleux ait voulu se débarrasser à bon compte de déchets dangereux avec la complicité d'un responsable de la décharge n'aurait rien d'étonnant. Même la gestion des ordures n'échappe pas à la loi du profit, et pour rentabiliser leurs installations, certains industriels sont prêts à tout, même si cela peut conduire à des catastrophes écologiques et mettre en péril des vies humaines.

Vincent GELAS

Faire payer les pollueurs

La télévision a rendu public le fait qu'en France plusieurs dizaines d'usines d'incinération d'ordures ménagères étaient en infraction avec la loi les obligeant à prévoir les moyens de filtration pour ne pas rejeter dans l'atmosphère des émanations toxiques, et en particulier de la dioxine.

Ce sont les collectivités locales qui, avec l'argent des impôts payés par la population, ont dû faire construire ces usines et qui doivent maintenant en financer les aménagements… avec de nouveaux impôts.

Pourtant ce sont les industriels qui, pour se faire de l'argent à bon compte, mettent au point des produits ou des conditionnements dangereux lorsqu'il faut s'en débarrasser. Alors ce serait à eux de payer et d'assumer leur choix d'économies dangereuses, pour les ordures ménagères comme pour le reste.

AVEC MARS, LES ALLUMÉS DE LA RELIGION… ÇA REPART!

Tout le monde a pu suivre dans la presse ou à la télévision la réussite de la mission scientifique Pathfinder d'exploration de la planète Mars. Mais si les scientifiques se sont posé la question : « Y a-t-il eu un début de vie sur Mars dans le passé? », cela a réveillé tous les gardiens de la foi de toutes les religions, qui au nom de la défense du dogme se sont mis à délirer joyeusement.

Pour le Vatican, un certain Gino Concetti s'est gravement posé la question théologique suivante : si des êtres intelligents existent ailleurs que sur Terre « *sont-ils des descendants d'Adam et Eve et, dans ce cas, sont-ils entachés du péché originel?* »

Des rabbins, des imams, des pasteurs ont aussi déliré. Certains se demandent, par exemple, dans quelles conditions des Martiens pourraient être considérés comme membres du Peuple élu, d'autres quels impératifs bibliques s'appliqueraient à eux…

Eh bien, ils ont tout faux : trois Yéménites ont affirmé être propriétaires de la planète Mars, qu'ils auraient héritée de leurs ancêtres d'il y a trois mille ans! Ce à quoi un responsable de la NASA a rétorqué : « *Mars est une planète du système solaire. Elle est de ce fait propriété de toute l'humanité, et non de deux ou trois hurluberlus!* ».

Au fait, à quand l'application de cette règle à notre Terre dominée par quelques « hurluberlus » capitalistes?

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

CI-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LEUR BOURSE OU NOTRE VIE

Le chômage n'est pas près de baisser : c'est le ministre de l'Économie lui-même qui l'a affirmé, précisant même qu'il faudra attendre au moins jusqu'à la fin 1998 une quelconque amélioration ; et Jospin a dû admettre que l'effet des mesures qu'il a promises ne se ferait sentir que « très progressivement ». Une façon de reconnaître que son plan de lutte contre le chômage sera à peu près aussi efficace que les fameux contrats initiative-emploi de Chirac ! Les chômeurs sont donc priés de prendre leur mal en patience.

Quoi d'étonnant alors que la consommation des ménages baisse. Comment en serait-il autrement quand le poids du chômage pèse sur des centaines de milliers de familles, quand les salaires sont bloqués et quand de nombreux jeunes ou moins jeunes n'ont droit qu'à de petits boulots !

Et pendant que les gouvernants pourfendent le chômage... dans leurs discours, sans s'y attaquer réellement, le patronat continue de plus belle à licencier, à fermer des entreprises, à jeter des milliers de travailleurs à la rue. Et le gouvernement laisse faire.

Il a laissé faire Renault à Vilvorde. Et on a pu voir à la télévision le désespoir de ces ouvriers qui se sont battus pour leur emploi pendant cinq mois et qui ont dû finalement se résigner à la fermeture de l'usine, sans savoir pour la plupart d'entre eux ce qu'ils allaient devenir dans les mois qui viennent. L'angoisse des familles ouvrières, le malheur du chômage, c'est le prix à payer pour que Renault fasse encore et toujours des profits alors qu'il a déjà engrangé ces dernières années des dizaines de milliards !

En Lorraine, à Longwy, Unimétal met la clé sous la porte et d'autres entreprises, qui s'étaient installées en profitant des subventions accordées dans cette région déjà durement frappée, s'en vont chercher d'autres subventions ailleurs !

Pourquoi se gêner puisque tous les coups sont permis contre les travailleurs et que la seule règle c'est de faire de l'argent. Toutes les grandes entreprises en sont à leur énième plan social et ça continue à leur rapporter gros. La Bourse, anticipant les dividendes futurs, n'a jamais été aussi optimiste et a gagné 30 % rien que depuis le début de l'année. Elle bat tous les jours de nouveaux records.

Alors tant qu'on laissera faire, il n'y a pas de raison pour que le sort des travailleurs s'améliore.

Les patrons, eux, veulent tout, tout de suite, et se servent au détriment des travailleurs, en licenciant massivement, en surexploitant ceux qui restent, en exigeant allégements de charges et subventions de l'État. Mais les travailleurs à qui les gouvernants ont prêché depuis 20 ans les sacrifices et la patience, devraient une fois de plus attendre ! Attendre que les mesures aléatoires promises par Jospin fassent leur effet un des ces jours lointains ; attendre que le gouvernement, sous prétexte d'économies budgétaires, rogne encore sur les services publics, sur la Sécurité sociale, sur les retraites ou les droits des chômeurs.

Les travailleurs de Renault-Vilvorde se sont battus pendant cinq mois mais ils sont restés isolés. Et Renault, soutenu par les patrons et par les gouvernements successifs a été le plus fort. La valeur du trésor de guerre des grévistes, constitué par un stock de voitures neuves estimé à 600 millions de francs, n'a même pas pesé sur les négociations tant il est vrai que Renault est bien assez riche pour risquer de perdre une telle somme, d'autant que les banques ne l'auraient pas abandonné.

Mais que les luttes fassent tache d'huile, que des attaques contre un secteur de la population laborieuse suscitent une colère qui se répande d'une entreprise à l'autre et la Bourse aura vite fait de refléter les angoisses des patrons pour leurs profits ! Face à un patronat sans cœur et sans entrailles qui fait bloc et à des gouvernements qui sacrifient les intérêts ouvriers aux intérêts patronaux, des travailleurs isolés peuvent difficilement obtenir des garanties pour leur avenir et celui de leurs familles. Mais les travailleurs se défendant ensemble peuvent les arracher. Ils peuvent imposer au patronat de sacrifier une partie de ses profits à la survie de la population laborieuse.

En se faisant craindre, les travailleurs peuvent changer la situation en leur faveur, rapidement. Plus rapidement en tout cas qu'en attendant d'un gouvernement faible devant les patrons qu'il agisse contre le chômage !

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

TENIR LA CHANDELLE OU ACTIVER LES BRAISES ?

Les dirigeants du Parti Communiste répètent à leurs militants qu'il «*faut donner du temps à Jospin*», qu'il faut «l'éclairer», «l'aider» à aller dans le bon sens. Les critiques des militants sceptiques ? Les «réunions citoyennes» sont faites pour cela. Le gouvernement doit entendre vos critiques disent les responsables, sous-entendant que cela donnera du poids aux ministres communistes, qui transmettront…

Quant à profiter de la position des ministres communistes pour prendre les devants, appeler à préparer, centraliser les luttes, organiser de grandes manifestations de rue pour «aider» le gouvernement à aller dans le bons sens, en un mot pour faire vraiment pression sur lui et le patronat, cela, c'est autre chose. Ce n'est pas aux ministres communistes de profiter de leur position pour aider les travailleurs à mettre le feu aux poudres, c'est aux travailleurs d'aider les ministres communistes à tenir la chandelle des conseils ministériels. Nuance.

Les vices de cette politique-là, tacitement et parfois explicitement, bon nombre de militants communistes en sont conscients. Et la plupart des travailleurs après l'expérience de deux septennats de Mitterrand, n'en sont pas dupes.

Raison de plus, pour les révolutionnaires, de rester fermes sur tout le prix de la politique prolétarienne. La pire erreur, à l'extrême-gauche, est d'abord bien sûr de se poser en aile gauche du gouvernement, en croyant ainsi exercer une pression à gauche alors qu'on n'offre qu'une dérisoire caution d'extrême-gauche. L'autre erreur, qui va le plus souvent avec la première, serait d'adopter un ton qui se voudrait pédagogique et qui consisterait à reprendre, sans affirmer nettement au préalable son propre point de vue, les formules du PCF : «aider le gouvernement», le «pousser dans le bon sens», «changer le rapport de force entre la gauche et la bourgeoisie»… tout en affirmant qu'il y a bien, en effet, une «petite» différence entre la droite et la gauche, en pensant ainsi mieux se faire comprendre des militants communistes.

Il est du devoir des révolutionnaires de s'emparer de toutes les occasions y compris les «rencontres citoyennes» chères à la direction du parti pour discuter des perspectives immédiates de la classe ouvrière avec les militants du PCF. Car dans la défiance plus ou moins exprimée de bon nombre de militants communistes à l'égard du gouvernement socialiste, il y a le sentiment, positif, de vouloir faire pression sur lui, non par le biais des ministres communistes, mais par les moyens de la lutte de classe. Mais il s'agit de s'adresser aux militants communistes en disant tout ce qu'on pense de la situation.

Et le problème, justement, n'est pas de changer le rapport des forces entre «la gauche» et les patrons, cette gauche gouvernementale, ministres communistes compris, qui n'a jamais été qu'une carte de rechange de la bourgeoisie et du patronat.

Nous, révolutionnaires, nous pensons que c'est le rapport de force entre travailleurs d'un côté, et de l'autre la bourgeoisie et son gouvernement, de gauche ou de droite, qu'il faut changer, y compris pour se préserver du danger de l'extrême droite. Cela, ce n'est pas «aider» le gouvernement. C'est s'imposer, se faire craindre. Et c'est tout différent. C'est «faire en sorte» que le gouvernement et le patronat commencent à avoir vraiment peur des travailleurs. C'est changer le rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. C'est faire pression sur le gouvernement de gauche, certes, mais exactement dans le même sens où les travailleurs mobilisés peuvent faire pression sur le patronat. Et c'est un type de «soutien» que Jospin craint comme la peste.

C'est là qu'il est nécessaire de s'entendre sur un programme d'action pour la classe ouvrière. Les responsables du PC n'hésitent pas à dire ou écrire à l'occasion «qu'il faut lutter», que les travailleurs «doivent intervenir»… Très bien. Mais alors, il faut s'en donner les moyens.

Car il est urgent que la classe ouvrière manifeste sa force et son unité contre les mesures qui se préparent contre elle, contre les prochains mauvais coups de la gauche, et contre la montée de l'extrême-droite qui accompagnera le tout.

Oui, il faut s'unir sur un programme d'urgence, c'est-à-dire de mesures immédiates prévoyant, entre autres : la réquisition des entreprises qui licencient tout en faisant des bénéfices, l'interdiction des licenciements, la création immédiate de 2 millions d'emplois dans les services publics, l'application immédiate des 35 heures sans diminution de salaire… en prenant sur les surprofits accumulés depuis des années. Un programme de mesures qui va avec un programme de luttes d'ensemble des travailleurs qui pourrait, dès maintenant, se concrétiser par un appel à une véritable mobilisation de rue à l'occasion de cette conférence de l'emploi de septembre, une conférence dont on sait que Jospin veut qu'elle soit bidon, faussement démocratique, où la voix des patrons aura forcément plus de poids que celles des travailleurs, si ces derniers ne sont pas des centaines de milliers en effervescence, en grève ou dans la rue… Voilà la base commune sur laquelle militants du PCF et militants révolutionnaires peuvent discuter et se mettre d'accord. Voilà la seule façon sérieuse d'envisager de faire pression sur un gouvernement qui a partie liée avec la bourgeoisie et le patronat, en se donnant les moyens de changer réellement le rapport de force politique et social.

Huguette CHEVIREAU

Leur société

POUR LES CAPITALISTES, JOSPIN C'EST BIEN !

Les milieux boursiers français et étrangers sont satisfaits des premières mesures annoncées par le gouvernement Jospin. Ils le montrent – on l'a vu avec les nouveaux records battus par la Bourse de Paris – et ils le disent.

Le commentateur des «Placements et Marchés» au journal *Le Monde* titrait ainsi sa rubrique du 27 juillet : «*L'orthodoxie budgétaire de M. Jospin rassure les investisseurs*». Avant d'illustrer son propos par des faits et déclarations, il précisait d'emblée que les capitalistes, «*ne prenant guère au sérieux les propos des dirigeants socialistes (durant) la campagne électorale (…), avaient dès le départ misé sur le fait que le Premier ministre resterait fidèle aux grandes orientations (des) gouvernements antérieurs*». Un pari gagné d'autant plus aisément que le risque de se tromper était nul.

Maintenant, passons aux faits. Selon *Le Monde*, «*la hausse modérée du SMIC a éloigné le scénario d'une hausse massive et générale des salaires*» ; «*la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde comme l'annonce de la privatisation du GAN et de l'ouverture du capital de Thomson et de France Télécom ont confirmé, aux yeux des investisseurs, le réalisme économique de M. Jospin*».

Même l'augmentation de l'impôt sur les sociétés n'a pas été mal prise. Toujours selon ce journal, «*elle a fini de rassurer, s'il en était encore besoin, les opérateurs*», c'est-à-dire les capitalistes et spéculateurs de haut vol, car «*les marchés avaient craint que le gouvernement ne laisse les comptes publics en l'état*».

Eh oui, même ce que les partis au gouvernement présentent comme une mesure «de gauche» ou de «rééquilibrage des efforts», a satisfait les tenants du capitalisme et les grands «opérateurs» en Bourse.

Le déficit du Budget, il y a belle lurette que les milieux financiers le connaissaient. Ils savaient les mesures de rééquilibrage inévitables et surtout indispensables. Si Juppé avait gagné les législatives, il n'aurait pas eu le choix : c'est lui qui, dans un premier temps, aurait sans doute taxé les immenses super-profits patronaux de ces dernières années. Quant à la Bourse, qui reflète bien souvent plus les préjugés de la petite et moyenne bourgeoisie que les intérêts de la grande, elle a applaudi des deux mains aux décisions de Jospin.

Les milieux financiers et industriels français comme internationaux approuvent donc chaudement les premières mesures du gouvernement Jospin. Autant de raisons, pour les travailleurs, de se méfier de ce qu'on leur mijote et de se préparer à se défendre contre ce qui va suivre, cette réduction des dépenses publiques que Jospin et ses ministres nous promettent pour la rentrée, cette «*super-austérité*» dont Strauss-Kahn a déjà annoncé la couleur.

On verra bien, alors, si les «opérateurs financiers» et autres capitalistes affichent toujours le même sourire satisfait…

P.L.

LA VALSE DES MILLIARDS

Depuis une semaine la presse relate la guerre que se livrent LVMH – groupe français spécialisé dans les produits de luxe – et deux groupes anglais, Guinness et GrandMetropolitan, autour d'un projet de fusion à deux, présenté par ces derniers, et de restructuration à trois voulue par le groupe français, actionnaire de GrandMet.

Première conséquence, la valeur des actions des groupes anglais a tout de suite grimpé de 20 %, comme chaque fois que des patrons annoncent des «économies» et «réductions de coûts», c'est-à-dire des suppressions d'emplois. En quelques semaines, la capitalisation boursière de Guinness et GrandMet s'est appréciée de l'équivalent de 40 milliards de francs.

Quant à Bernard Arnault, patron du groupe français, il se bat à coups de milliards avec ses deux alliés – concurrents. Ainsi, le 22 juillet, en une seule séance de la Bourse, il a augmenté de 6,2 milliards de francs sa part du capital de GrandMet. Et l'on estime que Bernard Arnault, qui a déjà sorti plus de 12 milliards dans cette affaire, pourrait en rajouter 13 milliards de plus.

Un seul patron possède ainsi en réserve des dizaines de milliards de francs pour faire un bon coup financier. Et tous les grands patrons sont dans cette situation.

Pendant ce temps, le gouvernement a planché des semaines durant pour annoncer qu'il «devait» supprimer 10 milliards de dépenses publiques, faute de voir comment faire pour arriver à boucler le budget sans aggraver les déficits. Est-il aveugle ou complice ?

Annie ROLIN

Chômage
L'INERTIE DU GOUVERNEMENT

Foi de ministres, les travailleurs ne pourront pas compter sur le gouvernement pour faire reculer le chômage de façon significative dans les mois à venir.

Martine Aubry, ministre en charge de l'Emploi, avait annoncé la couleur début juillet en déclarant qu'en matière de chômage elle n'attendait « *pas d'amélioration significative dans les mois qui viennent* ». Le ministre des Finances, Dominique Strauss-Kahn, lui a emboîté le pas, estimant que « *le chômage restera stabilisé au même niveau pendant quelque temps et diminuera depuis son niveau actuel à la fin de 1998* ». Jospin a pris le relais pour déclarer que la conjoncture économique « *devrait être meilleure* » dans les prochains mois, mais que l'impact des mesures gouvernementales sur l'emploi serait, selon lui, « *progressif* ». En guise d'excuse, le Premier ministre a évoqué un « *phénomène d'inertie* » empêchant une décrue du chômage.

Mais où réside donc cette inertie si ce n'est au gouvernement qu'il dirige? Car le moins que l'on puisse dire, c'est que face aux vagues de licenciements qui continuent à déferler, rien n'est fait du côté gouvernemental, ce qui laisse aux patrons toute latitude pour asséner leurs mauvais coups.

Chaque semaine de nouveaux méfaits sont annoncés. JVC, Panasonic et Unimetal (groupe Usinor) veulent licencier 700 travailleurs à Longwy en Meurthe-et-Moselle, après avoir empoché des fonds publics. Les dirigeants d'Alcatel CIT ont engagé une procédure de licenciement concernant 1511 travailleurs sur 9000 répartis dans sept établissements. A Vierzon et à Nîmes, 500 emplois doivent disparaître aux usines Fulmen, propriété du groupe Exide, numéro un des batteries aux États-Unis, qui a réalisé 164 millions de francs de bénéfices l'année dernière. La société Exa-Compta Clairefontaine (2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) qui se targue d'être leader de la papeterie scolaire et des fournitures de bureaux annonce la fermeture de deux petites usines regroupant 90 salariés, qu'elle vient de racheter dans la vallée de la Romanche près de Grenoble. Et ce ne sont là qu'une partie des licenciements récemment annoncés.

En ce qui concerne les emplois qui dépendent directement de lui, le gouvernement s'en tient à des promesses bien insuffisantes. Même la création de 350 000 emplois pour les jeunes – si tant est que ces embauches ne viennent pas simplement remplacer du personnel mieux payé – sera une goutte d'eau dans l'océan du chômage. D'ailleurs, certains ne se font guère d'illusion. Ainsi, d'après un observatoire économique, il faut en attendre une réduction de 50 000 du nombre de chômeurs pour la fin de l'année et de 250 000 mais pas avant... 2002. Dans l'immédiat, 2 000 nouveaux postes sont annoncés à la SNCF, 5 000 d'ici juin 1998 à La Poste, d'autres encore à l'Éducation nationale... sans que le nombre de fonctionnaires augmente, pas plus en 1998 qu'en 1997. Ces nouveaux postes combleront tout au plus les départs en retraite. En conclusion, « *il y aura des transferts et un redéploiement mais pas d'accroissement de l'emploi de l'État* », a précisé Christian Sautter, secrétaire d'État chargé du budget.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les membres du gouvernement se relaient pour afficher leur pessimisme en matière d'emploi. Mais les travailleurs, en refusant de subir comme une fatalité les mauvais coups des patrons, et en exigeant de l'État des embauches autres qu'à titre précaire et à petite dose, pourraient forcer Jospin à être optimiste... malgré lui.

Jean SANDAY

Le patronat et l'emploi

AU CNPF RIEN DE NOUVEAU

Sous le titre mensonger d'*Un espoir pour l'emploi*, le CNPF publie ses propositions. On y retrouve les sempiternelles revendications du patronat sur la diminution des charges, la suppression de toutes les contraintes administratives, mêlées à quelques précautions de langage.

« *Si l'État est plus efficace, si les charges sociales qui pénalisent l'emploi sont diminuées, si le coût du Smic ne pénalise pas les moins qualifiés, si le dialogue social se substitue à l'interventionnisme de l'État, si l'aménagement du travail est possible dans toutes les entreprises, si l'embauche est plus facile, si la formation dans les entreprises est intensifiée* », alors l'espoir existe... Quel espoir, sinon celui du patronat d'augmenter encore ses profits?

Ce que veulent les porte-parole du CNPF, c'est la liberté de licencier à leur gré, même s'ils prétendent que cela permettra, plus tard, d'embaucher : « *L'entrepreneur prend le risque d'embaucher, il faut lui donner la possibilité de licencier* », « *il ne faut plus considérer l'emploi comme une donnée intangible* » ou encore « *libérer les freins à l'emploi, cela veut dire à la fois libérer la croissance, diminuer le coût du travail et diminuer le risque d'embaucher car tout se tient* ».

Le retour de l'autorisation administrative de licenciement est sur la sellette : foin de la « *complexité excessive ou des freins inutiles car l'excès de réglementation se retourne contre l'emploi* », prétendent-ils. Et de dresser le portrait-robot d'un CDA (contrat d'activité) qui prendrait la place des actuels CDD, « *trop rigides et trop complexes* ». Ce CDA serait plus facile à interrompre que l'actuel CDD. Et pour faire passer la pilule, le porte-parole du CNPF évoque la possibilité qu'il se transforme en CDI. Un vrai miroir aux alouettes.

Bref, laissez les patrons agir à leur guise, avec les horaires de leur choix, les contrats les moins contraignants, laissez-les licencier à leur gré et vous verrez qu'un jour, le miracle aura lieu... ils recréeront des emplois. Mais ce que les patrons ne nous disent pas, c'est que ces nouveaux emplois seront payés moins cher, qu'ils seront plus précaires. Ils parient seulement que d'ici là, plus personne ne saura ce qu'est un emploi à plein temps et durable.

Alors ne rêvons pas, il n'y aura pas d'espoir pour l'emploi tant que les travailleurs n'imposeront pas une autre répartition des richesses en allant chercher l'argent où il se trouve, c'est-à-dire dans les coffres-forts d'un patronat qui, contrairement à ce qu'il fait mine de prétendre, n'a cessé de s'enrichir au fil des années écoulées et qui ne demande, à travers ses nouvelles exigences, qu'à continuer.

J.F.

Gamma

DES MESURES FISCALES POUR LA GALERIE

Les gouvernements successifs se targuent de lutter contre la fraude fiscale. Au fil des années, toute une série de lois ont été votées qui visaient à limiter la fraude. Mais certaines d'entre elles n'ont jamais été appliquées n'ayant pas été suivies de décrets d'application!

C'est le cas, par exemple, d'une mesure votée à l'automne 1993, devant contrer les entreprises qui créent des filiales dans des territoires où les impôts sont très faibles (les fameux paradis fiscaux tels les îles Caïman ou le Liechtenstein). Elles y domicilient leurs bénéfices qui échappent ainsi à l'imposition dans le pays d'origine.

Cette magouille, classique, est donc interdite en théorie depuis 1993, mais reste tout à fait praticable faute de décrets d'application.

Et ce n'est pas un cas rarissime. Ainsi, il y a un an, 66 mesures fiscales ont été votées concernant le budget 1997. D'après le Rapport sur l'application de la loi fiscale, paru récemment, un tiers de ces mesures n'ont pas donné lieu à des décrets d'application et sont donc inapplicables!

Autrement dit, l'Assemblée vote des textes pour la galerie, et le ministère des Finances fait ensuite ce qu'il veut...

Roger PERIER

Pérou

LES SCANDALES RÉVÈLENT LA MAINMISE CROISSANTE DE L'ARMÉE SUR LE RÉGIME

Patrouille dans les rues de Lima lors du coup d'État de 1992.

Gamma

Il y a trois mois, en mettant fin manu militari à la prise d'otages de l'ambassade du Japon, le président péruvien Alberto Fujimori, surnommé « El Chino » à cause de ses origines mais aussi « Chinochet » à cause de son comportement dictatorial, avait cru pouvoir redorer un pouvoir politique passablement terni, mais l'opération a fait long feu. Les 70 % d'opinions favorables, qu'il recevait dans les sondages il y a trois mois, sont tombés à 19 % d'opinions favorables.

Les scandales s'ajoutent aux scandales. Une partie de l'opinion a trouvé que l'exécution par l'armée des guérilleros du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) traduisait une justice pour le moins expéditive. « Pourquoi les guérilleros n'auraient-ils pas droit à un procès comme tout le monde ? », se demande-t-elle.

Pendant la prise d'otages, un autre scandale a pris de l'ampleur. Deux femmes, membres des services de renseignements de l'armée, ont subi des représailles de la part de celle-ci. Soupçonnées d'avoir informé la presse de mesures que le régime entendait prendre contre elle, l'une a été torturée dans une cave d'une caserne, tandis que l'autre a été assassinée et découpée en morceaux. La survivante, Leonor La Rosa, mène campagne contre l'armée sur le thème : « Il est impossible d'y conserver sa dignité ».

Ces faits ayant été dénoncés par une chaîne privée de télévision, Frecuencia latina, celle-ci subit maintenant des représailles de l'armée : son propriétaire, d'origine israélienne, a été déchu de sa nationalité et contraint de s'exiler à Miami. Les employés de la chaîne se sont retranchés dans les locaux de leur télévision et craignent une attaque de l'armée, tandis que les menaces contre la presse, de la part du gouvernement comme de l'armée, se multiplient. Les services de renseignements militaires harcèlent tous les médias. Plusieurs journalistes ont été menacés d'enlèvement au téléphone ou agressés. La presse vient de trouver une parade : dernier scandale en date, elle met en cause la nationalité péruvienne de Fujimori, peut-être né au Japon. Si c'était vrai, cela signifierait qu'il a été élu en toute illégalité, mais avec l'assentiment de l'armée qui ne pouvait pas ignorer ce détail.

Candidat élu à deux reprises (même si la seconde fois, l'élection était le paravent d'un coup d'Etat militaire) Fujimori cherche depuis un moment à se faire donner un troisième mandat en l'an 2000. Mais il doit affronter des résistances. Il y a quelques semaines, il a fini par destituer trois magistrats du Tribunal constitutionnel qui lui refusait ce troisième mandat, ce qui a déclenché une vague de colère : 5 000 manifestants sont descendus dans la rue pour fustiger le président aux cris de « *Elle va tomber la dictature* » et « *Fujimori dehors* ».

Le président du Conseil des ministres a voulu y voir « *une atteinte aux réussites du modèle néolibéral* ». Parlons-en. Selon les estimations, 50 % ou 75 % des 24 millions d'habitants du Pérou vivent en dessous du seuil de pauvreté et le salaire minimum ne permet de couvrir que la moitié des besoins les plus élémentaires d'une famille de quatre personnes. Plusieurs lois ont simplifié les procédures de licenciement : en six ans, 700 000 emplois se sont évaporés, soit près de la moitié des travailleurs du secteur public.

Si l'opinion publique réclame un référendum sur la question du troisième mandat, la contestation vient aussi du gouvernement. Le 28 juillet est la fête nationale du Pérou. Traditionnellement, les ministres remettent symboliquement leur démission au président. Cette année, plusieurs ministres ont anticipé cette date et remis leur démission pour de bon dans la nuit du 16 au 17 juillet. C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères Tudela (un ex-otage de l'ambassade du Japon), le ministre de la Justice, ceux de l'Intérieur, de la Défense et de la Pêche, soit cinq ministres en tout, ont lâché Fujimori en signe de protestation contre l'attitude de l'armée et les menaces qui pèsent sur la presse.

Et deux de ces portefeuilles ont été récupérés par des généraux. Aussi quand Fujimori prétend, comme il vient de le faire le 28 juillet dernier, réaffirmer « *la prédominance du gouvernement sur les forces armées et la police* », qui trompe-t-il encore ?

Jacques FONTENOY

LE MILLIARDAIRE GEORGE SOROS PLUS PUISSANT QUE LES ÉTATS

Le milliardaire George Soros, à la tête de son fonds d'investissement, est accusé par certains dirigeants de pays de l'Asie du Sud-Est de spéculer sur certaines monnaies de cette région, au risque de provoquer un effondrement complet du système financier de certains pays.

La Thaïlande a été le premier pays à subir les bourrasques spéculatives sur sa monnaie. En trois semaines, la monnaie thaïlandaise a perdu 27 % de sa valeur. Puis la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie et Singapour ont à leur tour subi la tourmente spéculative, avec comme conséquence une dépréciation importante des différentes monnaies.

Depuis quelques jours, les autorités politiques de cette région accusent le milliardaire américain Soros d'être le principal responsable de ce désordre financier.

En 1992, avec son « fonds d'investissement » à hauts risques, il avait créé une panique financière en Europe, et notamment en Angleterre, en spéculant avec succès sur la baisse de la livre sterling. A cette époque, il avait gagné 10 milliards de francs en une semaine.

D'après certains, ce fonds d'investissement pèserait aujourd'hui plusieurs dizaines de milliards de francs, et pourrait faire la pluie et le beau temps sur n'importe quelle place financière du monde, en entraînant dans son sillage une partie de la masse énorme des capitaux spéculatifs disponibles dans le monde.

Pourtant ce financier s'est construit une réputation de philanthrope dans les milieux financiers. Il verse, paraît-il, la moitié de ses revenus à des œuvres caritatives, ce qui lui laisse tout de même pour vivre 1,5 milliard de francs par an (le revenu de plus de 600 smicards tout au long de leur vie).

« *Je suis choqué par la quantité d'argent que je peux gagner* », déclare-t-il volontiers. Ce qui ne l'empêche pas de dire aussi : « *Quand je spécule, je ne me préoccupe pas de l'intérêt public* ». Cynique, il ajoute : « *Si des gens comme moi peuvent faire chuter des gouvernements, c'est qu'il y a quelque chose de détraqué dans le système* ». Ou encore : « *Notre système risque de s'effondrer, je suis pessimiste* ».

Il n'a pas tort. L'économie, le monde sont malades de ce système. Car, à l'image du gouvernement américain qui à cette occasion a tenu à faire publiquement l'éloge du financier, tous les gouvernements des pays les plus riches disent et répètent qu'il faut garantir « *la liberté des lois de l'économie* », c'est-à-dire la liberté pour les géants de la finance et de l'industrie de mener toute la société à la catastrophe.

André MESSIAN

Etats-Unis

QUAND LE FBI ET LA POLICE « ENQUÊTENT » SUR LEURS PROPRES CRIMES

Arc

Alabama, 1963 : la police à l'œuvre.

Le bimensuel trotskyste américain *The Spark* a publié dans son numéro des 14-28 juillet, l'article suivant :

Ce 10 juillet, le FBI a annoncé qu'il rouvrait l'enquête sur l'un des plus ignobles attentats terroristes perpétrés contre le mouvement pour les droits civiques.

Le matin du dimanche 15 septembre 1963, à Birmingham en Alabama, des racistes avaient lancé une bombe contre l'église baptiste de la 16e rue. Quatre jeunes filles furent tuées, quinze autres personnes blessées. La réouverture, aujourd'hui, de ce dossier s'explique évidemment par le documentaire sur l'attentat tourné par Spike Lee, *Quatre petites filles*, que l'on doit projeter à la fin du mois sur HBO.

Dans le passé, le FBI avait déjà annoncé reprendre l'enquête. Pourtant, à ce jour, on n'a jugé et condamné qu'une seule personne pour ce crime, et encore, pas avant 1977. La raison de cet évident manque de zèle d'organismes chargés de faire appliquer la loi tient au rôle qu'ils ont joué durant tout le mouvement noir. Entre 1957 et 1963, rien qu'à Birmingham, il y eut 18 attentats à la bombe et 50 « *bûchers de la croix* » (manifestations du Ku Klux Klan pour terroriser les Noirs – *note de LO*). Personne n'a d'ailleurs jamais été arrêté pour aucun de ces faits. Bien sûr, car la police et le FBI étaient trop occupés… à s'en prendre aux victimes de ces attentats. A Birmingham, après l'explosion de cette bombe, les forces de l'ordre et les racistes répliquèrent par de nouveaux meurtres de jeunes aux manifestations spontanées de protestation. Un Noir de 16 ans fut tué d'une balle dans le dos par un policier et des jeunes Blancs en abattirent un autre, de 13 ans, alors qu'il roulait à vélo.

L'explosion qui emporta la vie des quatre élèves de l'école (religieuse) du dimanche, Denise McNair, Cynthia Wesley, Addie Mae Collins et Carol Robertson, montra jusqu'où pouvaient aller les racistes. En tuant des enfants fréquentant une église, ils s'annonçaient prêts à tuer n'importe qui.

Cette terreur avait pour but de réduire un mouvement (pour les droits civiques) qui avait crû en dépit des vagues de violence qu'on lui opposait. En avril et en mai, ce mouvement avait été assez fort et déterminé pour faire échec au chef local de la police, Bull Conners, avec ses chiens policiers, ses lances d'incendie, ses matraques, ses prisons et ses balles. Malgré des personnes telles que Martin Luther King, qui conseillaient de garder un caractère « non violent » au mouvement, les gens répondirent aux attentats en mettant sur pied une garde en arme de leurs quartiers. Quand le quartier général de Martin Luther King subit un attentat, les ouvriers noirs et les Noirs pauvres de la ville descendirent dans la rue. La non-violence, ils n'en voulaient pas. Les représentants de Martin Luther King eurent beau s'efforcer de les retenir, ils incendièrent des magasins et affrontèrent la police. En agissant ainsi, ils montrèrent qu'ils n'allaient pas se laisser intimider par des bombes et que, pour se défendre, ils étaient prêts à passer à l'offensive après toute attaque. Ce fut la première insurrection urbaine de cette époque, et elle assura la victoire de la campagne (pour les droits civiques).

Birmingham ouvrit une brèche dans laquelle s'engouffra la population noire. Durant les trois mois qui suivirent, il y eut des centaines de mouvements de moindre importance partout dans le Sud, qui forcèrent de nombreuses villes du Sud et des environs à céder, pour la première fois, devant l'exigence d'une déségrégation des services publics.

L'attentat de septembre contre l'église de Birmingham aurait pu réussir à semer une peur telle dans la population que le mouvement pour les droits civiques en aurait été rejeté en arrière, peut-être pour de bon. En fait, ajouté à toutes les autres attaques contre lui, il produisit l'effet contraire. La population devint plus déterminée, plus active. Il y eut plus de gens à se convaincre que, s'ils ne l'emportaient pas, leur vie n'aurait plus guère de sens. Dès lors, le mouvement s'élargit et s'approfondit, s'étendant notamment au Nord dans les ghettos des grandes agglomérations.

Les membres du Ku Klux Klan ont été mis en cause dans l'attentat contre cette église. Mais tout le monde sait que la police était aussi dans le coup. Et, étroitement lié à elle, il y avait le FBI. Aucun de ces organismes n'avait alors l'intention de mener une enquête qui l'aurait mis sur la sellette. Il n'y a guère plus à attendre, aujourd'hui, de cette nouvelle « enquête ».

Arc

Marche sur Washington contre la ségrégation raciale.

Mendiants et esclaves à New-York

La semaine dernière, la police de New York a découvert une soixantaine de Mexicains sourds-muets, contraints à mendier dans des conditions proches de l'esclavage, suite à la plainte de l'un d'entre eux.

Ceux-ci ont été recrutés dans les quartiers pauvres des villes mexicaines, où on leur promettait une vie meilleure aux Etats-Unis.

Après le passage de la frontière, ces immigrés, parce que clandestins, sont maintenus dans la crainte des services de l'immigration et contraints de rembourser à leurs passeurs une dette exorbitante, ils sont soumis à un véritable esclavage. Dans leur cas, ils se voyaient forcés de vendre des babioles dans la rue en présentant cela comme une aide à leur infirmité, leurs « patrons » empochant le produit quasi intégral de ces ventes.

Cette affaire ayant fait scandale, d'autres témoignages se sont manifestés qui font état de la présence de plusieurs centaines de sourds-muets mexicains, vivant aux Etats-Unis, dans des conditions similaires. Et, à New York, selon les dires mêmes du maire de la ville, il y aurait environ « *400 000 immigrés illégaux qui travaillent dur et dans des conditions extrêmement difficiles* ».

A l'aube du XXIe siècle, dans le pays le plus riche de la planète, le capitalisme ressuscite l'esclavage à l'ombre de la statue géante de la liberté qui domine le port de New York !

Longwy

LES CAPITALISTES EMPOCHENT ET LICENCIENT

Gamma

La fermeture annoncée de trois nouvelles usines dans la région de Longwy a provoqué la colère des habitants. Ils se sont retrouvés à plus de 2 000 dans les rues de la ville à manifester le jeudi 24 juillet.

Avec cette nouvelle série de plans sociaux, plus de 700 emplois vont disparaître dans les prochains mois. Ce ne sont pourtant pas des entreprises en difficulté, loin de là. Unimétal, en décidant de regrouper sa production au Luxembourg, va supprimer 313 emplois. Dans le même temps, le groupe Usinor auquel appartient cette entreprise annonce des bénéfices prévisionnels de 4,5 milliards de francs pour l'année en cours. Et pour racheter le groupe sidérurgique espagnol CSI, Usinor aurait sous le coude 4,3 milliards de francs à mettre dans la balance. Quant aux bénéfices de JVC, qui va fermer une usine de 230 employés, ils ont augmenté de 44 % l'an dernier. Enfin, Panasonic, qui va supprimer 140 emplois, appartient comme JVC au groupe Matsushita.

Les patrons de ces entreprises ont pris ces décisions, uniquement pour augmenter leurs profits. Ils vont encore aggraver la situation économique et sociale déjà catastrophique à Longwy. La ville a perdu près du tiers de ses habitants en dix ans.

Pourtant, les capitalistes qui sont venus s'installer dans la région ont reçu des aides considérables. JVC par exemple aurait empoché 37,5 % des 80 millions d'investissements prévus. En raison des 25 000 suppressions d'emplois qui avaient déjà eu lieu dans le bassin de Longwy entre 1977 et 1986, les socialistes alors au gouvernement, avaient pris une mesure d'exception sous prétexte de favoriser l'emploi. On créait un « pôle européen de développement », « une structure transfrontalière ». Derrière ces mots ronflants, on garantissait aux patrons qui voudraient bien s'installer dans la région 30 % de leurs investissements, sous forme d'aides diverses.

En dix ans, le montant des aides publiques a atteint la somme de 1,8 milliard de francs et 5 500 emplois auraient dû voir le jour, selon les experts. En réalité, 2 200 emplois seulement ont été créés tandis que dans le même temps 2 800 étaient supprimés.

Des centaines de millions ont ainsi été encaissés par les patrons d'entreprises, dont beaucoup de grands groupes qui ont pignon sur rue de la sidérurgie à l'automobile en passant par l'électronique.

Ce qui est bon pour les patrons ne l'est pas pour les travailleurs. Pour imposer les créations d'emplois nécessaires, il ne faut pas distribuer des milliards aux industriels. La situation faite aux travailleurs de Longwy le prouve une fois encore.

Gilles BOTI

Fusion Boeing - McDonnell Douglas

Grandes manœuvres dans l'aéronautique

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS EN SUBIR LES CONSÉQUENCES

L'annonce de la fusion entre les deux constructeurs aéronautiques américains, Boeing et McDonnell Douglas, n'a pas été du goût de leur concurrent européen Airbus. Il est vrai que la taille du nouveau groupe américain, qui détient désormais 70% du marché des avions de plus de 100 places et 84% de la flotte en service dans le monde, a de quoi l'impressionner.

Ce nouvel épisode dans les grandes manœuvres industrielles à l'échelle de la planète a été l'occasion pour un certain nombre de politiciens français et européens de dénoncer « *l'abus de position dominante* » du nouveau groupe américain et, pour les instances de Bruxelles, d'afficher des velléités d'opposition à cette fusion, en menaçant de prendre des sanctions économiques.

Il a pourtant suffi que le gouvernement américain, Clinton en tête, menace en retour de déclencher une guerre économique contre les compagnies aériennes européennes en restreignant leurs possibilités d'exploiter des lignes entre l'Europe et l'Amérique – destinations les plus rentables au monde – pour que tous les « anti-fusion » européens rentrent dans le rang.

Les capitalistes européens n'avaient évidemment pas intérêt à déclencher une guerre commerciale. Boeing achète pour 5 milliards de francs par an des moteurs à la société française Snecma, d'autres à l'anglais Rolls Royce, tandis que Michelin équipe la plupart des trains d'atterrissage de sa flotte. Le constructeur américain prétend d'ailleurs assurer ainsi plusieurs dizaines de milliers d'emplois en Europe et plus particulièrement en France. De même, Airbus, également pour des raisons commerciales, fait travailler plus de 700 entreprises de sous-traitance et 50 000 personnes aux États-Unis. L'Europe est en outre divisée sur le sujet : les compagnies aériennes scandinaves et italiennes sont massivement équipées en avions McDonnell Douglas, dont le constructeur italien Alenia est un sous-traitant important.

Pour permettre une sortie honorable aux Européens, après leur contestation publique du « diktat américain », Boeing a fait des « concessions ». Il renonce notamment à ses contrats d'exclusivité avec les compagnies aériennes américaines et s'engage à ne pas conclure de tels contrats où que ce soit dans le monde pour les dix ans à venir. Il s'engage également à mettre sur le marché les brevets issus de la recherche militaire, et le savoir-faire qui va avec.

De toute façon, concessions ou pas, le poids de Boeing est et restera dominant. Et n'en déplaise aux chantres du capitalisme européen qui rêvent d'un nouveau rapport de forces entre puissances impérialistes, c'est toujours l'impérialisme américain, avec toute la puissance de ses capitaux, qui domine et impose sa loi.

Cela étant, chez Airbus et tous ceux qui produisent pour l'aéronautique, le patronat et les directions vont prendre prétexte de cette fusion pour dire à tout propos qu'« il faut produire plus et moins cher » et « faire des gains de productivité ». Bref, faire des économies sur le dos des travailleurs, exiger des réductions d'effectifs, faire travailler plus et plus vite, tout en multipliant les pressions sur les salaires. Mais encore plus que Boeing, les travailleurs ont une force de persuasion dont ils pourraient eux aussi savoir se servir.

Midi Libre... de licencier

Suite à la modernisation à grand frais de l'imprimerie du *Midi Libre* à Saint Jean de Védas (Héraut), la direction du journal a annoncé la suppression de 45 emplois.

Elle entendait faire passer ses projets en force. Les travailleurs se sont mis en grève, réclamant l'embauche des 40 CDD qui travaillent à la rotative, des formations professionnelles adaptées aux nouvelles techniques et une revalorisation des salaires.

La réponse de la direction a été de faire imprimer le journal à l'étranger, de licencier les enfants des grévistes qui travaillent pendant les vacances, puis d'annuler les plans FNE dont elle était pourtant demandeuse.

Elle a développé, parallèlement, une campagne de calomnies, accusant les travailleurs de gagner 16000 ou 19000F, alors qu'ils n'en gagnent qu'un peu plus de la moitié, et ceci pour des horaires de nuit ou en 3×8, week-end et jours fériés compris, autour d'une rotative qui dégage 100 décibels. De plus une bonne partie des ouvriers sont en CDD, sous la menace constante d'être ramenés au minimum de 10 services mensuels soit 2710F par mois, s'ils ne se plient pas au bon vouloir de la direction.

Des grèves de solidarité ont eu lieu dans l'ensemble de la profession. La direction s'est finalement engagée à cesser l'édition « pirate » du journal si les grévistes reprenaient le travail, ce qui fut fait.

Mais il est bien évident que si les discussions tournaient court, la lutte repartirait de plus belle, car patrons comme ouvriers savent bien que le résultat de ce conflit fera école dans les autres quotidiens régionaux ou nationaux.

Renault-Flins

PAS TOUCHE À NOS CONGÉS !

Alors que l'usine ferme d'habitude quatre semaines au mois d'août, cette année, la direction de Renault Flins a demandé des volontaires pour ne prendre que trois semaines de congés d'été, afin de faire tourner les chaînes Clio une semaine supplémentaire. Il s'agissait de « *répondre à la demande* », notamment des marchés espagnols et italiens, et c'était bien entendu au volontariat, pour une seule chaîne, etc. En fait de « répondre à la demande », des samedis travaillés qui avaient été programmés ont finalement dû être annulés et la semaine de travail supplémentaire sur la chaîne Clio avait tout l'air d'être en fait un ballon d'essai.

On n'a pas eu besoin d'attendre bien longtemps pour le vérifier. Le 23 juillet, la direction a annoncé au cours d'un CE technique qu'elle « *souhaitait pouvoir adopter le principe d'une fermeture des usines sur trois semaines dès 1998.* » Hypocritement, elle ajoute dans le compte rendu de cette réunion : « *L'expérience de cette année a montré que cela offre plus de souplesse et de possibilités pour le personnel dans le cadre de sa gestion individuelle des congés* », et conclut vaguement et prudemment en assurant que « *la pratique des congés longue durée serait préservée* » et que la « *4e semaine serait prise individuellement* ». Oralement, elle a expliqué aux syndicats que tous les ouvriers qui souhaitaient conserver quatre semaines d'affilée, voire plus, de congés d'été pourraient le faire et que, en revanche, les 4e et 5e semaines qui ne seraient pas utilisées seraient automatiquement versées au « capital temps ».

Au cours de la même réunion, elle a annoncé qu'en raison de la baisse de production de la Twingo et de la montée en cadence du nouveau modèle, les deux premières semaines de 1998, une seule équipe, celle du matin, serait au travail, celle d'après-midi étant en « *journées non travaillées* ».

Travailler plus longtemps en été, chômer sans indemnité en hiver, c'est un pas de plus dans la mise en œuvre de sa politique de variabilité.

L'an dernier, au mois de septembre, elle avait bien vite remballé son idée de nous obliger à prendre collectivement, quand cela l'arrangeait, la cinquième semaine de congés payés devant notre réaction : au total 2 000 travailleurs (un quart de l'effectif) avaient débrayé deux heures, équipe par équipe.

Eh bien, à l'annonce de son projet pour les congés de 1998, dans plusieurs secteurs, des travailleurs disaient : « *Si elle touche aux congés, on lui fera le coup de la 5e semaine, comme l'an dernier !* »

Correspondant LO

Ça eut payé

23 juillet, nous avons reçu nos feuilles de paye. Beaucoup ont pensé que leur compte serait crédité avant la fermeture pour congés de l'usine prévue le 25 juillet. Grave erreur : le compte ne sera approvisionné que le 31 !

C'était une mauvaise surprise, en particulier pour les camarades qui partent au loin et qui auraient voulu tirer de l'argent tout de suite.

Théoriquement, ils auraient pu demander un acompte, si la hiérarchie les en avait avertis à temps ; mais elle a oublié, le plus souvent, et laissé passer le délai qui était très court.

Mais le pire vient de la direction car c'est elle qui a imposé la date de fermeture au 25 juillet, ce qui n'arrangeait pas grand monde et qui, en plus, n'a pas jugé utile de payer les travailleurs avant leur départ.

Belle preuve de mépris pour nos problèmes ! Un chef du personnel, par ailleurs spécialiste des licenciements, en a d'ailleurs rajouté et s'est exclamé, en réunion de délégués : « *Mais enfin, on ne vit pas quand même un mois avec la paye du mois d'après !* »

Un délégué lui a fait la seule réponse qui convenait, du tac au tac : « *Mais moi, avec ta paye je vis quatre mois !* »

Correspondant LO

Philips

LES EMPLOIS DISPARAISSENT, LES PROFITS EXPLOSENT !

Le trust Philips, géant de l'électroménager et de l'électronique, vient de faire connaître ses résultats pour le premier semestre 1997 : un bénéfice net équivalant à 4,8 milliards de francs pour seulement six mois d'activité. Par rapport à l'an passé, les bénéfices ont été multipliés par sept. Le journal *Le Monde* titrait : « *Philips récolte le fruit financier de ses désinvestissements* ». Une formule abstraite et aseptisée qui masque bien mal la réalité concrète des restructurations en tout genre opérées par ce grand trust et qui se sont traduites par des dizaines de milliers de suppressions d'emplois à travers le monde ces dernières années.

Ainsi cette année, avec une croissance des ventes presque inférieure de moitié à celle de l'année 1996 (4% au lieu de 7%) les bénéfices s'envolent. Pour le seul secteur des produits grand public (téléviseurs, hifi) au lieu de pertes déclarées en 1996 le groupe réalise plus d'un milliard de francs de bénéfice net sur les six premiers mois 1997. La recette est celle employée par tout le patronat : pour gagner plus, on diminue la masse des salaires versés, en particulier en licenciant en masse et en accroissant l'exploitation de ceux qui restent à la production. C'est de cette façon que, même avec des courbes de ventes en baisse, on multiplie, au sens directement arithmétique, les profits. Le problème pour les détenteurs de capitaux, ceux qui possèdent les actions, ce n'est pas de produire plus, c'est que ça rapporte plus !

Alors qui pourra dire que chez Philips comme dans toutes les entreprises, qui comme elle déclarent des bénéfices, souvent mirobolants, ce ne serait pas faire œuvre de salubrité publique que d'interdire tout licenciement direct ou indirect, toute suppression d'emploi, sous peine d'expropriation pure et simple ? Ce qu'il faut c'est mettre à la raison ceux qui engrangent des milliards à ne savoir qu'en faire, en privant de tout des pans entiers de la classe ouvrière.

Paul SOREL

Ile-de-la-Réunion

LES SALARIÉS D'ABC DISENT NON À LA BAISSE DU TEMPS DE TRAVAIL ET DES SALAIRES

En avril dernier, les travailleurs employés au nettoyage des locaux du centre EDF-Ile-de-la-Réunion changeaient une fois de plus de patrons. Cette fois-ci, c'est ABC qui a remporté le marché au détriment de Réunion Tous Services qui lui-même avait évincé Tounet.

Deux mois après la passation de pouvoir, tous les salariés se voyaient proposer une réduction du temps de travail avec une baisse de salaire.

Ainsi les employés qui disposaient jusqu'alors de 4 heures pour faire leur travail n'étaient plus crédités que de 2 h 30 de temps. Ce qui se traduisait par une perte de salaire de l'ordre de 1 000 F. Celui-ci passant de 2 500 F à 1 500 F...

Sur certains sites, le patron a ajouté au nettoyage traditionnel du sol l'entretien des vitrages représentant jusqu'à 1 000 mètres carrés ! Ailleurs, les employés se voyaient proposer une mutation dans une autre ville ou une autre entreprise. Ce qui aurait eu pour conséquence une augmentation du temps et des frais de transports.

Rien de plus normal donc que la majorité des employés aient refusé les conditions d'exploitation aggravées du patron d'ABC.

Celui-ci a commencé à convoquer certains en « entretien préalable pour licenciement ». Mais voyant qu'ils étaient accompagnés de délégués de la CGTR-EDF, il a refusé de les recevoir.

De son côté le syndicat s'est adressé à la direction du centre EDF-Réunion qu'il juge co-responsable de la situation de ces travailleurs, car il est anormal qu'EDF, qui sous-traite cette activité, le fasse en favorisant le « moins offrant ».

Espérons que le calcul d'EDF fera chou blanc car, outre la CGTR qui revendique aussi l'intégration des nettoyeurs dans l'effectif EDF, il est possible que les travailleurs d'ABC trouvent l'appui d'un certain nombre d'agents EDF qui leur ont dit qu'ils étaient révoltés par la façon dont ils étaient traités par leur patron.

Air France Roissy

MÉCONTENTEMENT AUX MOTEURS

A Air France-Roissy, aux ateliers des Moteurs (plus de 150 ouvriers), cela fait plus d'un mois que nous faisons connaître notre mécontentement. Notamment à cause du fait que la direction ne nous verse pas, comme elle le devrait, les 380 F par mois d'une prime dite de tâche spéciale (PTS). Et cela, alors que dans les autres secteurs de professionnels travaillant sur avion, cette prime est non seulement accordée, mais intégrée au salaire.

Les représentants de la direction ont d'abord feint de ne pas être au courant. Puis, ils ont dit ne pas comprendre ce que nous voulions : nous sommes donc allés, plusieurs fois en débrayage, le leur « expliquer » en perturbant certaines de leurs réunions. Récemment, la direction a invoqué notre statut dépendant plus ou moins d'Orly pour un travail à Roissy pour prétendre que nous n'aurions pas droit à la PTS.

Elle a eu beau tenter de noyer le poisson, cela n'a pas fait cesser les débrayages quasi quotidiens d'une heure à une demi-journée, regroupant de quelques dizaines d'ouvriers à la presque-totalité de l'effectif, ni les manifestations collectives de mécontentement face à l'encadrement. Mais surtout, comme la direction a maintenant un gros problème pour faire traiter à Roissy des moteurs d'un entretien autrement plus coûteux si elle devait s'adresser à l'extérieur, elle a trouvé un argument «choc». Si elle cédait, affirmait-elle, il faudrait accorder la PTS à Orly. Espérait-elle ainsi nous attendrir sur son sort? En tout cas cela nous a donné l'idée de nous adresser en nombre à nos camarades d'Orly.

A Orly, en effet, il y a aussi un même secteur, d'ailleurs plus important qu'à Roissy, où Air France fait entretenir ses moteurs, bien sûr sans verser la PTS ni avertir nos camarades de ce qui se passe à Roissy.

C'est pourquoi, jeudi 24 juillet, toute une partie des grévistes des deux équipes de Roissy a décidé de se rendre à Orly. Une précédente « visite » de quelques-uns d'entre nous avait déjà abouti à ce que les mécanos des Moteurs d'Orly refusent du travail en provenance de Roissy. Mais cette fois, ce sont plusieurs dizaines d'ouvriers de ce secteur qui ont manifesté avec nous dans les ateliers, avant que nous distribuions à la cantine un tract rappelant nos revendications à l'ensemble des travailleurs d'Orly-Nord.

Si ces derniers étaient visiblement ravis de nous voir, on ne peut en dire autant de la direction qui a tout de même fini par nous recevoir.

Pour l'instant, elle semble chercher un « truc » pour faire cesser un mouvement qui paralyse les Moteurs de Roissy et qui pourrait s'étendre à Orly. Elle parle, par exemple, de prélever ce qu'elle nous doit sur un fonds destiné à niveler les différences de salaires entre Air France et l'ex-Air Inter qu'elle absorbe.

En agissant ainsi, elle espère nous diviser en nous faisant le coup de « déshabiller Paul pour tailler une veste à Pierre ». Depuis plusieurs mois que des mouvements éclatent un peu partout, mais séparément les uns des autres et le plus souvent sur des objectifs catégoriels, elle tente à chaque fois de ne céder que le minimum et, surtout, de présenter cela comme lié à la prétendue « spécificité » de tel travail ou de telle catégorie professionnelle. C'est qu'elle voudrait éviter que nous ne nous retrouvions sur des objectifs communs, à commencer par le fait qu'après des années de blocage des salaires, et alors qu'Air France affiche ses bénéfices, nous réclamions tous ensemble une augmentation substantielle de nos salaires.

En voyant manœuvrer la direction, des travailleurs des Moteurs en viennent, de plus en plus nombreux, à dire que la PTS ils s'en moquent, que seuls comptent les 380 F qu'elle représente. Ce qui nous importe ce n'est pas une prime (faite aussi pour nous diviser car la direction la refuse « statutairement » aux OS travaillant sur avion), mais une augmentation de salaire. Mais même si nous obtenons ces 380 F, comme disent certains camarades, ce ne serait qu'un acompte, vu tout ce qui manque sur notre paye. Et c'est cela que nous devrons, tous ensemble, réclamer à la direction.

Correspondant LO

Nos lecteurs nous écrivent

Nettoyage à l'aéroport d'Orly

L'EXPLOITATION AU QUOTIDIEN

Euronetec-France est une entreprise qui vend, entre autres, ses services de nettoyage à l'aéroport d'Orly. Elle se donne une image très familiale, un rapport entre chef et employé très « proche ». Mais c'est pour mieux nous exploiter.

Par exemple, le chef ne prévient pas la veille si le lendemain nous devons rester plus de temps. Chaque matin quand on arrive, avant que ne commence la course quotidienne contre la montre, nous devons lui téléphoner que nous sommes bien arrivés. A ce moment-là nous apprenons qu'aujourd'hui nous travaillerons plus tard ou bien que la semaine suivante, nous ferons 16 heures d'affilée. En cas de refus, ce chef nous rappelle que, vis-à-vis des autres collègues, ce n'est pas sympathique parce qu'elles ont déjà plein d'heures en plus et n'ont pu prendre depuis plusieurs semaines leurs jours de repos.

Le patron est passé maître dans l'art de l'exploitation. Pour remplacer du personnel en vacances, il embauche à des conditions au rabais, sur la base d'un contrat dont le texte est d'autant plus vague qu'il ouvre la porte à toutes les possibilités qui l'arrangent, lui. Ainsi dans le cadre d'un CDD de 3 mois, il nous fait signer un contrat d'un mois et nous en promet un autre pour le mois suivant, ce qui lui laisse toute latitude d'en modifier les conditions.

D'après le contrat en cours, on est embauché pour 5 heures, mais dans la réalité on en travaille 7, les deux heures étant considérées comme des heures complémentaires et non des heures supplémentaires. Pour deux personnes parties en vacances, il en a embauché qu'une. On travaille pour différentes compagnies aériennes, ce qui nous amène à parcourir de grandes distances dans l'aéroport, à monter, descendre les étages, à passer de sous-sol en sous-sol, à nettoyer, à ranger le matériel et à en prendre un nouveau chaque fois que l'on change de secteur. Et dans la dernière demi-heure qui reste, on attend un quart d'heure environ que la compagnie nous donne l'autorisation de nettoyer les tapis. Ce qui fait que le travail est souvent terminé au-delà de l'horaire officiel. C'est chaque jour 10 minutes, un quart d'heure non payés qui sont effectués gratuitement. Et avec le système des heures complémentaires, on effectue un plein-temps payé trois quarts de temps.

Alors le rapport que le chef veut convivial ne nous aveugle pas du tout, car la fatigue et les douleurs musculaires sont bien là pour nous rappeler notre exploitation.

C. O.

Chiche!

Ex-ministre de la Défense de Mitterrand et actuel président de la commission Défense à l'Assemblée, Quilès a déclaré que ce ne serait pas «*sérieux de payer moins que le SMIC*» mensuel les engagés avec un contrat de 5 ans dans l'armée.

Bon. Il ne reste plus aux dirigeants du PS qu'à interdire partout, et pas seulement à l'armée, les contrats inférieurs au SMIC, soit 6 663 F par mois.

Réédition

Thomas Münzer ou la Guerre des paysans de Maurice Pianzola

Thomas Münzer.

A l'issue d'un demi-siècle de révoltes paysannes, la Guerre des paysans secoua des régions entières d'Allemagne du Sud et du Centre, d'Alsace, de Suisse et d'Autriche, en 1524-1525. Elle se fit sous la bannière du Bundschuh, le gros soulier à lacets des paysans, opposé à la botte des nobles.

Ce livre, édité pour la première fois en 1958, s'appuie sur des textes d'archives. Il donne la parole à ces paysans révoltés par la misère, l'injustice, l'oppression qu'ils subissaient de la part des diverses catégories de nobles et autres puissants auxquels la terre appartenait – ainsi que les hommes eux-mêmes, souvent.

Mais surtout, c'est la voix d'un de ceux qui prirent la tête du mouvement que l'on entend. En particulier celle de Thomas Münzer, jeune clerc cultivé dans l'esprit des humanistes, curieux des idées, des livres et des hommes, théologien et prédicateur.

Relatant cette Guerre des paysans et les idées de son principal animateur, Engels écrivait en 1850 : « *Sa doctrine théologique et philosophique attaquait, somme toute, tous les points fondamentaux, non seulement du catholicisme, mais aussi du christianisme. (...) Sa doctrine politique correspondait exactement à cette conception religieuse révolutionnaire et dépassait tout autant les rapports sociaux et politiques existants que sa théologie dépassait les conceptions religieuses de l'époque. De même que la théologie de Münzer frisait l'athéisme, son programme politique frisait le communisme, et plus d'une secte communiste moderne, encore à la veille de la révolution de mars [1848], ne disposait d'un arsenal théorique plus riche que celui des sectes "münzeriennes" du XVIe siècle. Ce programme, qui était moins la synthèse des revendications des plébéiens de l'époque, qu'une anticipation géniale des conditions d'émancipation des éléments prolétariens en germe parmi ces plébéiens, exigeait l'instauration immédiate sur terre du royaume de Dieu, du royaume millénaire des prophètes, par le retour de l'Église à son origine, et par la suppression de toutes les institutions en contradiction avec cette Église, soi-disant primitive, mais en réalité toute nouvelle. Pour Münzer, le royaume de Dieu n'était pas autre chose qu'une société où il n'y aurait plus aucune différence de classe, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'État étranger, autonome, s'opposant aux membres de la société.* »

Paysans attaquant un chevalier.

Münzer fut le représentant sans concession de ce que l'auteur appelle le courant populaire de la Réforme, s'attaquant à l'ordre établi par l'Église catholique romaine, l'empereur Charles-Quint et les princes, mais aussi à la « *viande douillette de Wittemberg* », comme il nomme par dérision Luther, l'autorité de la Réforme en Allemagne.

Pendant que la noblesse attendait de Luther de pouvoir mettre la main sur les biens de l'Église, Thomas Münzer, après avoir rédigé avec son entourage les douze articles qui constituèrent en quelque sorte le programme de la minorité révolutionnaire, appela inlassablement les paysans pauvres à imposer leurs revendications aux possédants, princes, seigneurs, autorités religieuses et civiles.

Les paysans firent connaître leur « programme » : élection et révocabilité du curé ; la dîme minimum pour le curé, le reste pour les pauvres ; affranchissement du servage ; liberté de chasse, de pêche pour se nourrir, de ramassage du bois pour se chauffer ; abolition des corvées ; diminution de l'impôt sur les terres ; impartialité de la justice ; interdiction de l'appropriation des terres communes par les seigneurs.

Ce fut les armes à la main que les paysans tentèrent d'imposer leur programme, ainsi que celui des artisans pauvres des villes. Entre mars et mai 1525, 1 000 châteaux furent détruits dans les provinces insurgées.

Luther, le pape de la Réforme, prit parti sans hésiter pour défendre l'ordre établi contre les paysans insurgés : « *Ceux qui le peuvent doivent les mettre en pièces, les étrangler, les égorger, en secret et publiquement, et penser qu'il n'y a rien de plus empoisonné, de plus nuisible, de plus diabolique qu'un rebelle. Il faut les abattre comme on abat un chien enragé.* »

Il fallut aux nobles gagner du temps et lever des armées contre les paysans en armes. La démobilisation des mercenaires après les guerres d'Italie y pourvut. Une fois prêts, ils réprimèrent à la mesure de leur peur.

Thomas Münzer ne fut pas le seul intellectuel à se situer dans le camp des paysans insurgés. D'autres, et en particulier le peintre et graveur Albrecht Dürer, choisirent aussi le parti des « maigres ».

Viviane LAFFONT

Thomas Münzer
ou la Guerre des paysans
de Maurice Pianzola
– Ed. Ludd – 145 F

MOINS DE SOLDATS FRANÇAIS EN AFRIQUE… MAIS PAS PLUS DE LIBERTÉS POUR LES PEUPLES

Soldats français dans les rues de Bangui, lors des émeutes de

AFP

Le gouvernement vient de confirmer la réduction des effectifs militaires que l'État français entretient de façon permanente en Afrique. Le ministre de la Défense, Alain Richard, fait actuellement une tournée au Gabon, au Tchad et en République Centrafricaine pour en entretenir officiellement les « partenaires de la France ».

Cette décision, qui était attendue depuis la réforme de l'armée décidée par le gouvernement de Juppé, devrait porter sur une réduction de 40 % des troupes engagées et la fermeture d'une des six bases militaires françaises en Afrique.

Après la vague de décolonisation qui a secoué l'Afrique dans les années soixante, l'impérialisme français a été le seul à maintenir une présence militaire permanente. Au total, 8 400 hommes « prépositionnés » du Gabon à Djibouti, en passant par le Tchad, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal et le Centrafrique, pour assurer en priorité la défense des intérêts économiques, notamment pétroliers, des trusts français ainsi que les intérêts politiques de l'État français, mais également les intérêts généraux de l'impérialisme en cas de crise. En l'espace de quatre décennies, la politique des gouvernements à majorité socialiste ne se distinguant pas de celle des gouvernements à majorité de droite, ce dispositif militaire n'a cessé d'être utilisé, tantôt pour réprimer une révolte contre tel régime en place, tantôt pour imposer les choix de Paris quant au dictateur qui devait régner sur tel pays. Une bonne vingtaine d'interventions, invariablement baptisées « militaro-humanitaires », qui ont valu à la France la réputation de « gendarme de l'Afrique ».

Mais les temps ont changé. D'abord, l'entretien de ces troupes et les interventions à répétition coûtent cher à l'impérialisme de seconde zone qu'est l'impérialisme français : près de un milliard par an, non compris le coût des opérations spéciales. Par ailleurs, le rôle de gendarme quasi exclusif joué par la France dans ce qu'elle considérait jusque-là comme son « pré carré » lui est de plus en plus contesté par l'impérialisme américain, comme en attestent ses revers dans la crise rwandaise, puis dans la crise zaïroise. Du coup, l'impérialisme français cherche à rendre ses interventions plus discrètes et moins directement associées aux régimes vomis par les populations. S'abritant derrière « l'africanisation » des solutions aux conflits, il pousse désormais ses « protégés » en première ligne, quitte à ce que l'armée française assure l'encadrement et la logistique. C'est actuellement le cas en Centrafrique où la Missab (Mission d'application des accords de Bangui), force constituée en majorité de soldats tchadiens, gabonais, maliens et sénégalais et appuyée par des chars et des avions français, vient de procéder dans le sang au désarmement des soldats mutinés et au rétablissement de l'ordre.

C'est dire que, si le gouvernement Jospin envisage d'alléger le dispositif militaire français en Afrique en rapatriant quelques milliers de soldats, cette décision n'est nullement dictée par une politique visant à un plus grand respect des aspirations des peuples. Quant aux dictateurs locaux, le gouvernement n'entend pas les laisser désarmés face à leur propre population : parallèlement à ce retrait partiel, les autorités françaises prévoient la formation d'unités africaines servant à garantir la « sécurité intérieure » des pays concernés.

Alors, il y aura peut-être moins de soldats français stationnés en Afrique, mais cela ne changera rien au sort de misère des populations qui resteront réduites au silence par leur propre gouvernement, sous la surveillance de l'impérialisme français.

Boris SAVIN

LES CHIENS DE GUERRE DU CAPITALISME

Un récent article du *Figaro* (après plusieurs autres journaux, en particulier au début de la crise au Zaïre) revient sur les activités rarement revendiquées des troupes de mercenaires qui interviennent en différents endroits de la planète. Le mercenariat est un marché, et il a son leader mondial : Executive Outcomes, dont le siège social est en Angleterre sous le sigle Strategic Resources, un titre quelque peu évocateur de la raison sociale de cette entreprise. Mais justement, vendre ses « compétences » militaires est un marché comme les autres, un marché qui brasse des milliards de dollars. Au vu et au su de tous les États : en effet, Executive Outcomes est une armée privée de 2 000 hommes, qui a ses escadrons blindés, des hélicoptères et même un Bœing 727 pour le transport des troupes – des choses bien difficiles à camoufler…

Pour ce marché, il y a une offre. On retrouve d'anciens hauts cadres des armées de l'impérialisme à la tête de ces troupes privées, cadres qui ont quitté le service public en quelque sorte. Ainsi, la MPRI, Military Professionnal Resources Inc., basée en Virginie aux Etats-Unis, a à son commandement (il est bien difficile de parler de direction) un major-général et cinq officiers généraux secondés par 170 cadres permanents de l'armée des Etats-Unis.

Mais, s'il y a une offre, c'est qu'il y a aussi une demande. Et derrière ces armées privées, ce sont bien souvent des groupes industriels que l'on retrouve. Ainsi, Executive Outcomes s'était illustré, entre autres, en 1994, par la prise des champs pétrolifères de Soyo en Angola, et, en Sierra Leone, par la prise de contrôle des concessions diamantifères de Koldu. Quant à MPRI, elle est intervenue ces derniers mois au Zaïre (elle a donné semble-t-il un coup de pouce décisif à Kabila) où son commanditaire était la Barrick Gold Corporation, dont la direction est constituée d'un trio éclairant : l'ancien président américain George Bush, l'ancien directeur de la CIA, William Gate, et enfin l'ancien Premier ministre canadien Brian Mulroney. Parfois, ces troupes mercenaires peuvent être directement utilisées par les États ; ainsi, MPRI a-t-elle reçu 800 millions de dollars de l'État américain pour servir en ex-Yougoslavie…

Alors, ces chiens de guerre, comme on appelle les mercenaires, ont les mêmes maîtres que les troupes officielles et reconnues des États ; ce sont les industriels et les chefs d'États, les mêmes qui ont toujours à la bouche les mots de liberté et de droits de l'homme. Mais lorsqu'on gratte un peu, la vérité est plus crue et sordide ; elle montre que le capitalisme, c'est d'abord la violence de bandes en armes, officieuses ou officielles.

B. S

Au sommaire de :

LUTTE DE CLASSE n°28

(Été 1997)

- **France** : Après les législatives – Les résultats de l'extrême gauche trotskyste
- **Grande-Bretagne** : Après la chute des conservateurs, le bilan du « moins d'État »
- **Ile-de-la-Réunion** : La grève des fonctionnaires et la politique du Parti Communiste Réunionnais
- **Russie** : Un régime qui s'installe dans l'instabilité et le chaos
- **Tribune de la minorité** : Le PS et le PC sont au gouvernement, le Front National est en embuscade
- **Documents** : Lutte Ouvrière et l'extrême gauche dans les élections législatives

– Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995